

74e session de l'Assemblée générale des Nations unies

Le ministre Bilie-By-Nze présent à plusieurs rencontres de haut niveau

J.KOMBILE.MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Représentant le président de la République, le chef de la diplomatie gabonaise prend part à de nombreuses manifestations relatives à ce rendez-vous annuel de l'Onu.

AU premier jour de sa participation à la 74e session de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York (USA), le ministre des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze, représentant le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a pris part, lundi 23 septembre dernier, en compagnie de son collègue de la Forêt, Lee White, au sommet de "l'Action climat 2019". Avant de participer, par la suite, à deux autres rencontres de haut niveau. La première, organisée à l'initiative du président des



Le ministre des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze, lors de la rencontre présidée par le chef de l'Exécutif américain.

États-Unis, Donald Trump, a eu trait à la protection de la liberté religieuse. La seconde, initiée par le royaume chérifien en collaboration avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), le Fonds des Nations unies pour

l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque africaine de développement (Bad), était axée autour d'une thématique précise : "La sécurité alimentaire et la réalisation des Objectifs de développement durables (ODD) en Afrique : quel rôle pour



L'assistance, à l'assemblée générale des Nations unies.

la coopération sud-sud et triangulaire ?" Dans tous les cas, la liberté religieuse est un droit inviolable et imprescriptible consacré par la Constitution de notre pays. En ce sens que, en République gabonaise, nul ne peut être inquiété du fait de ses croyances ou pratiques religieuses, sous réserve du respect de l'ordre public. Une liberté fondamentale qui, au même titre que plusieurs autres, lie obligatoirement les pouvoirs publics.

Quoi qu'il en soit, au cours de la rencontre présidée par le chef de l'Exécutif américain et qui a réuni un large éventail des participants aux assises se tenant actuellement à New York, Donald Trump a appelé au respect de la liberté de culte et de religion. D'autant plus que, a-t-il relevé, plus de 80% des personnes sur la planète vivent sous la menace en raison de leur foi. La réunion sur la sécurité alimentaire, quant à elle, a permis aux différents chefs

de délégations d'explorer les voies et moyens de permettre à tout un chacun d'avoir accès, à tout moment, à une nourriture en suffisance afin de mener une vie active et saine, eu égard aux ODD atteignables d'ici à 2030. C'est dire que le chef de la diplomatie gabonaise a eu un agenda particulièrement chargé. Dans les heures à venir, il va prononcer, au nom du Gabon, son allocution devant les leaders de la planète présents à New York.

Tournée du directeur de cabinet du président de la République

L'Estuaire prête à le recevoir

Stéphane MASSASSA
Libreville/Gabon

LA province de l'Estuaire reçoit, ce mercredi, la visite du directeur de cabinet du chef de l'État, Brice Laccruche Alihanga, dans le cadre de la tournée interprovinciale qu'il entreprend depuis plusieurs semaines.

Selon le programme établi, c'est le département de la Noya (Cocobeach) qui devrait ouvrir les hostilités en accueillant en milieu de journée le messenger du président de la République. Avant les étapes, demain, des communes de Kango et Ntoum. Puis, Akanda, Owendo, Libreville, la semaine prochaine. C'est en prélude à cet événement que le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a réuni, lundi dernier, dans un hôtel de la place, les cadres, les responsables politiques et les membres de la société civile originaires de l'Estuaire en vue de les inviter à mieux se préparer, et par-dessus tout, à réserver un accueil chaleureux à l'émissaire du chef de l'État. Il a invité les uns et les autres à s'impliquer, à s'engager et à se mobiliser dans l'organisation de cet événement. L'objectif étant également de tout mettre en œuvre pour que la province de l'Estuaire, la première du Gabon, "qui



Vue des responsables politiques de la province de l'Estuaire.

est également la vitrine du pays, accueille l'illustre messenger dans une bonne ambiance". Aussi le chef du gouvernement a saisi cette opportunité pour rappeler à l'assistance les défis que doivent relever les ressortissants de la province de l'Estuaire. À savoir, "l'unité, la solidarité, la cohésion et la détermination". Ceci pour faire départir à la province de ses divisions et de ses turpitudes, de sorte qu'elle retrouve sa place centrale dans le paysage politique, économique et administratif du pays. Dans cette optique, et surtout en sa qualité de leader politique du "G1", Julien Nkoghe Bekale n'a pas manqué d'exhorter les filles et fils de cette province à cultiver l'esprit d'unité, de cohésion et de solidarité. Et le Premier ministre de déclarer à ce sujet : "L'Estuaire a

soif d'unité, de solidarité et de cohésion. Il a besoin de rassemblement. L'Estuaire veut dorénavant marcher la main dans la main, aller de l'avant, aller en rangs serrés, avancer ensemble afin de réussir ensemble dans la construction de la province et pour l'émergence de notre Nation". À noter que cette visite dans la province de l'Estuaire constituera la boucle de cette tournée interprovinciale entamée il y a quelques semaines par Brice Laccruche Alihanga. Lequel est porteur d'un message du président de la République à travers lequel s'expriment les valeurs de paix, de fraternité, d'unité, ainsi que de remerciements pour le soutien multiforme apporté au chef de l'État par les populations gabonaises, lors de la difficile épreuve qu'il a traversée.

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES SOLIDARITES NATIONALES
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE
14, 912 Libreville - Gabon
Tél : (0024) 73 73 32 - Fax : (0024) 00 76 57 90

REPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Ministère de l'Economie, des Finances et des Solidarités Nationales porte à l'attention des entreprises dûment convoquées pour l'examen de leurs créances, par communiqué de presse paru dans le quotidien l'UNION du 10 au 14 août 2019, que faute de présentation, qu'il procédera à l'annulation desdites créances dès le 1^{er} octobre 2019.

Par ailleurs, tous les opérateurs économiques sont informés de ce qu'un audit de la dette intérieure est actuellement en cours. A ce titre, aucun cabinet d'expertise n'a reçu mandat pour certifier les créances à examiner au sein de la Direction Générale de la Dette.

Par conséquent, chaque entreprise sera régulièrement informée du traitement accordée à ses créances.

Fait à Libreville, le 23 SEP. 2019

Le Ministre
Rogier OWONO MBA